

SEPTEMBRE 2023, NUMÉRO 17

WHAT'S NEWS

NEWSLETTER MENSUELLE DU GTPE-AFRIQUE ICOMOS

DANS CE NUMÉRO

L'Édito (p.2)

5 questions à Alice Biada (p.3)

Parole aux Aînés: Alpha Dlop (p.7)

A la découverte de Seyni Awa Camara (p.11)

Initiative de Jeunes: Culturvateurs (p.13)



L'EDITO

Alyssa K. Barry

Le mois de septembre rime avec rentrée, et celle-ci s'annonce belle et bien chargée pour le milieu du patrimoine, avec notamment l'Assemblée générale d'ICOMOS, qui se tenait pour sa 21ème édition à Sydney (Australie) du 31 août au 9 septembre 2023, et le Comité du patrimoine mondial qui se tenait pour sa 45ème session à Riyad (Royaume d'Arabie Saoudite) du 10 au 25 septembre 2023. Nous aurons le plaisir de revenir sur ces deux évènements majeurs dans l'édition du mois d'octobre de la Newsletter à travers des dossiers dédiés.

En attendant, nous vous invitons encore une fois à aller à la rencontre du patrimoine de notre continent et de ses principaux acteurs, en voyageant cette fois du Sénégal au Cameroun en passant par le Mali. La passion demeure le maître mot de ce 17ème numéro; elle est au début et à la fin du travail qui anime les professionnels du patrimoine, la boussole qui les guide au quotidien dans le désir d'en faire toujours plus, toujours mieux, pour préserver ce patrimoine qui nous habite.

Alors je nous souhaite à tous et toutes un bon voyage, et surtout une bonne rentrée pleine de défis passionnément relevés !

Bonne lecture!

5 QUESTIONS À ALICE BIADA

Avenir G. Meikengang

1. De nationalité camerounaise et archiviste documentaliste de formation, qui est Alice Biada?

Tout d'abord, je remercie les jeunes professionnels émergents pour le travail remarquable qui est fait en vue de la mise en valeur du patrimoine dans son ensemble, de la promotion des professionnels du patrimoine dans le monde, ainsi que pour toutes les informations et les bonnes pratiques véhiculées dans la newsletter qui nous en apporte un peu plus chaque mois. Une fois de plus bravo à toute l'équipe et mes encouragements pour que cette initiative louable perdure.

Effectivement, je suis Alice Biada, originaire de la Région de l'Extrême-Nord-Cameroun, plus précisément du Département du Mayo-Danay. Je suis Massa, fière de sa culture et de ses valeurs. Dans le monde professionnel, je suis passionnée de culture en général et du patrimoine en particulier. Dans ma langue, la culture/le patrimoine culturel signifie littéralement "les choses anciennes de nos ancêtres". Toute petite, j'aimais les histoires racontées par les grands parents au village autour des lampes-tempêtes lors de nos vacances avec mes frères et mes cousins. En grandissant, je me suis rendue compte que ces choses anciennes m'intéressent et mon rêve était de contribuer à leur préservation. Sans le savoir, mais chemin faisant, mes études m'ont conduite à travailler dans le domaine de la culture et aujourd'hui ce rêve est devenu réalité. De mon parcours, je suis documentaliste, archiviste et communicatrice de formation. J'ai un master en sciences sociales pour le développement, option management de projets et programmes de développement, et un master en management des organisations publiques. Je fais un doctorat en ce moment en sciences historiques et en études patrimoniales.

2. Vous avez passé plus de 10 ans à la Direction du Patrimoine Culturel au Cameroun et occupé le poste de sous-directeur de ladite direction avant d'être affectée aux archives. Pouvez-vous nous parler de vos réalisations, défis et difficultés rencontrés durant ce parcours?

Actuellement mon grade à la fonction publique camerounaise est inspecteur principal de la documentation, et je suis archiviste assermentée. Je travaille au Ministère des Arts et de la Culture, où je suis actuellement Sous-directeur des Normes, de la Réglementation et du Contrôle Archivistique depuis près de 3 ans.



J'ai travaillé à la Direction du Patrimoine Culturel (DPC) pendant onze (11) ans, où, j'ai participé à la mise en place du Musée National pendant trois (3) ans. J'ai été tour à tour Chef de service du patrimoine culturel immobilier pendant six (6) ans et Sous-directeur du patrimoine culturel matériel pendant deux (2) ans. Pendant mon séjour à la DPC, j'ai été chargée de la mise en œuvre de quatre conventions culturelles de l'UNESCO, notamment la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954, la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de 2001, la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels de 1970 et la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972. J'ai été le point focal de cette dernière, chargée de la mise en œuvre effective de ladite convention pendant près de six ans. J'ai assuré la coordination de la gestion des sites culturels importants du pays pendant sept (7) ans (2013-2020) et la révision de la Liste indicative du Cameroun en 2017. J'ai été membre de l'équipe qui a élaboré le dossier d'inscription du paysage culturel du Lac Tchad sur la Liste du patrimoine mondial comme site transfrontalier avec le Niger, le Tchad et le Nigéria et responsable de la nomination, côté Cameroun. Depuis 2018, je coordonne l'équipe chargée de l'élaboration du dossier du Paysage culturel de Diy-Gid-Biy des Monts Mandara sur la Liste du patrimoine mondial. Membre du Comité International ICOMOS, du Comité International scientifique sur la préparation aux Risques (ICORP) et du Groupe de Travail pour les Objectifs du développement durable (ODD), je suis membre fondatrice du Comité national ICOMOS dans mon pays. La liste est loin d'être exhaustive, mais c'est important de relever que ces quelques actions ne pouvaient pas être réalisées sans l'onction de ma hiérarchie et sans l'aide d'une équipe dynamique qui m'a soutenue jusqu'au bout et que je remercie grandement de m'avoir fait confiance.

Les défis et les difficultés dans le monde professionnel sont énormes et ne peuvent pas manquer. Mon parcours professionnel n'a pas été un long fleuve tranquille, mais je retiens une très belle expérience et surtout, ça a été un immense honneur de travailler pour mon pays. Pour moi, c'est une grâce d'avoir vécu des frustrations, des malentendus et même des humiliations, qui ont fait de moi ce que je suis devenue aujourd'hui, c'est-à-dire plus forte que jamais pour le patrimoine. Des fois, passer par des moments difficiles est une bonne chose et je pense aussi que ce sont ces difficultés auxquelles nous faisons face qui forgent notre caractère et nous rendent meilleurs dans l'exercice de nos missions. Si vous en tenez compte, vous n'accomplirez jamais vos missions et vous serez frustrés. À un certain moment, même quand tout va mal, vous prenez une petite pause pour vous ressourcer, restez positifs et ne capitulez jamais. Car chacun mérite d'apporter sa modeste contribution à l'édifice de quelque manière que ce soit. Et c'est tout cela qui donne un sens à la vie et la rend encore plus belle, n'est-ce pas ?

3. Vous avez été le point focal de la Convention 1972 de 2015-2021. Pouvez-vous nous expliquer les enjeux, les challenges et les défis liés à ce titre?

Il y a des enjeux lorsqu'on est point focal national de la Convention du patrimoine mondial. Mais ils deviennent encore énormes quand le travail est bien fait et que vous vous impliquez réellement. Au lieu d'être considéré comme un facilitateur, vous devenez une cible, parce que vous devenez un conseiller pour le ministre, vous devenez objectif, vous devenez impartial pour l'équilibre entre le volet culture et celui de la nature. Ceci, dans le sens d'aider les ministres concernés à prendre les meilleures décisions. Au-delà de tout, l'on pense que vous avez un quelconque avantage, vu les multiples déplacements y relatifs. Mais cela ne doit pas vous empêcher de travailler convenablement et poursuivre vos missions quoiqu'il en soit.

En tant que point focal, mon rôle était d'assurer le suivi des dossiers des biens du patrimoine mondial; de préparer la participation de la délégation camerounaise aux sessions des différents comités du patrimoine mondial et d'autres réunions statutaires; d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Convention en liaison avec les administrations concernées; de participer, dans la mesure du possible, aux différentes rencontres organisées dans le cadre de cette Convention et d'effectuer toutes les missions y relatives confiées par le Ministre des Arts et de la Culture et le Ministre des Forêts et de la Faune.

À ce titre, les challenges et défis nous ont amené à réaliser des actions concrètes et diversifiées pour la mise en œuvre efficace de cette Convention dont tout le monde parle, mais peu connue en réalité. Ce n'était pas du tout évident, mais nous avons pu, avec l'appui des partenaires techniques et financiers tels que l'UNESCO, le FPMA (Fonds pour le Patrimoine Mondial Africain) et l'EPA (Ecole du Patrimoine Africain), organiser, en collaboration avec d'autres partenaires, des actions qui ont permis d'accompagner la mise en œuvre efficace de cette Convention dans sa globalité au Cameroun. Un merci à tous ces partenaires qui nous ont facilité sa mise en œuvre.

4. Vous êtes aujourd'hui Sous-directeur des Normes, de la Réglementation et du Contrôle Archivistique au Ministère des Arts et de la Culture du Cameroun. Quelles sont vos missions et comment faites-vous le lien avec la Convention de 1972 ?

De façon globale, je suis chargée de l'élaboration de la politique du gouvernement en matière de gestion des documents administratifs et des archives, de la mise en œuvre des normes scientifiques et techniques uniformes en matière archivistique. Je suis également chargée de la participation à la préparation du cadre législatif et réglementaire, en matière de gestion des archives et du suivi et du contrôle des activités de structures qui produisent les archives au Cameroun.

Nous essayons depuis peu de travailler avec les collègues et le Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale sur la mise en place au Cameroun du Comité national de la « Mémoire du Monde » pour lutter contre l'amnésie collective pour la préservation des précieux fonds d'archives et des collections de bibliothèques du monde entier, dans le but d'en assurer une large diffusion. Ce programme vise à protéger le patrimoine documentaire et accompagner les experts à échanger les informations et à mobiliser des ressources pour la préservation et l'accès au matériel documentaire.

Lorsqu'on aime ce que l'on fait, ce n'est pas une nomination à un autre poste de responsabilité qui change notre façon de voir les choses et nous empêche d'avancer sur les différents défis pour le bien de notre pays. D'une part, la coordination de certains projets importants pendant mon séjour à la DPC sous la houlette du Pr Christophe MBIDA, Ancien Directeur du patrimoine culturel et ancien Chef de Département des arts et archéologie à l'Université de Yaoundé I, à qui je rends un vibrant hommage et remercie infiniment pour toutes les opportunités qu'il m'a accordées en tant que Chef, m'ont permis de rester focus sur mes objectifs.

Bien que n'étant pas dans cette direction, je continue de travailler sur la Convention en coordonnant le projet d'inscription du Paysage culturel de Diy-Gid-Biy des monts Mandara sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité, sous l'onction de ma hiérarchie, notamment du Ministre des Arts et de la Culture, qui a bien voulu que je coordonne ce projet et à qui je dis infiniment merci pour la confiance. D'autre part, avec tant d'années passées à la DPC, mon pays a permis que je puisse accumuler des expériences, des formations dans le domaine du patrimoine culturel et naturel et avec tant de passion, je ne pouvais pas abandonner en si bon chemin. Je continue avec ma passion pour aider, accompagner et mettre mon expertise au service de l'administration et des communautés.

En tenant compte des défis auxquels font face ces communautés dans mon pays, particulièrement dans l'aire culturelle soudano-sahélienne, à la reconnaissance de leur patrimoine, à leur protection, à leur suivi, à leur gestion et à leur mise en valeur dans un contexte lié à l'insécurité, au changement ou dérèglement climatique, aux conflits et à l'extrême pauvreté, j'ai décidé de mettre en place une association, dénommée APOCEF (Act to Protect Our Culture and Environment for the Future). Cette association se définit comme l'un des acteurs majeurs qui contribue à travers des programmes et projets pour mener des actions concrètes relatives à la protection et à la sauvegarde de l'environnement et de la culture, des patrimoines culturel et naturel, à la promotion des savoirs endogènes de conservation et de gestion des sites patrimoniaux, à la promotion de la paix à travers des systèmes traditionnels de prévention, de gestion et de résolution des conflits autour des patrimoines, à la promotion de la consommation des produits locaux et de la promotion de l'artisanat local et au développement et à la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) du Sahel dans leur ensemble. Elle le fait à travers des initiatives locales dans le domaine de la mise en valeur des savoirs locaux, permettant ainsi de contribuer à l'acquisition de nouvelles qualifications, la création d'emplois durables, la mise en place de nouvelles organisations du travail et de nouvelles méthodes pour combattre l'exclusion sociale, pour booster l'économie locale, tout en contribuant à augmenter le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays et au développement tous azimuts des collectivités territoriales, de renforcer la résilience des communautés et surtout de contribuer à l'amélioration de leur bien-être, face aux défis humanitaire, écologique, sécuritaire et climatique.

5. Quel message pouvez-vous adresser aux jeunes africains qui emboitent le pas dans le domaine du patrimoine mondial?

Le monde de la conservation en général et du patrimoine mondial en particulier reste un challenge permanent à tous les niveaux, surtout en cette période de récession économique mondiale. Le patrimoine mondial, c'est des heures de travail, beaucoup de lecture et un excellent réseau avec d'autres professionnels pour le partage d'expériences, de bonnes pratiques et de conseils. C'est aussi la persévérance, c'est l'apprentissage continue, c'est l'esprit d'initiative, d'entreprenariat et d'innovation et par-dessus tout, la passion. Ce que je pourrais demander aux jeunes c'est d'être présents sur la scène, en contribuant aux mécanismes de protection, de gestion, de suivi et de mise en valeur à la base, c'est-à-dire sur le plan local, régional, national, continental pour qu'on puisse parler de patrimoine mondial. Car le patrimoine se fait sur le terrain et quelles que soient les difficultés, prendre le temps d'apprendre et de comprendre, afin de mener des actions pertinentes et innovantes de préservation dans leurs pays respectifs pour les générations actuelles et futures et en vue de contribuer à améliorer les conditions de vie des communautés. C'est à travers ces actions concrètes et visibles qui feront effet boule de neige que l'on parlera d'une véritable politique de protection du patrimoine à l'échelle nationale et/ou internationale. Et le monde entier compte sur les jeunes qui doivent se lever, et j'espère que nous en avons tous conscience !



PAROLE AUX AÎNÉS: ALPHA DIOP

Alyssa K. Barry



Alpha Diop © Zeynep Gul. 2023

1. D'architecte à vice-président de l'ICOMOS, qui est Alpha Diop ?

Je pense qu'avant de parler d'architecture, qui est juste ma profession, il faut d'abord parler de l'éducation, du milieu, de la société auxquels on appartient, car ce sont eux les premiers qui influent sur la personnalité des humains que nous sommes. Il faut qu'on parle aussi de la formation de base : avant d'aller à l'école classique, j'ai évolué dans un milieu Bamanan, avec beaucoup d'initiation.

Nous nous abreuvons à deux sources : la source traditionnelle, que je viens d'évoquer, et la source de la formation moderne qui nous mène à l'école. Moi je suis passé par un lycée technique, puis j'ai reçu une bourse pour faire une formation d'architecte en Union soviétique. Je suis revenu au Mali tout de suite après ma formation, mais je me suis vite rendu compte qu'il n'y avait pas de relation directe entre ce qu'on nous avait appris et mon milieu. Je me suis posé beaucoup de questions suite à ce constat, et ai essayé de comprendre comment les anciens faisaient. Même s'ils ne sont pas appelés architectes, nous avons quand même des maçons traditionnels qui réalisent les constructions et ont beaucoup d'expérience et de connaissances dans le domaine, tant dans le choix des matériaux de construction que dans les techniques constructives. Je me suis donc intéressé à l'architecture locale traditionnelle, et je suis retourné à l'école pour faire un troisième cycle. Je suis rentré à Bamako un mois après avoir fini ma thèse en physique de construction à l'Université technique de Vienne.

Notre génération a bénéficié de structures publiques de l'État, nos parents n'ont pas payé pour nos formations scolaires. Nous avons été formés aux frais de l'État et sur les impôts des populations, donc je considère que nous sommes redevables. Quand tu acquiers des connaissances, il est bon que tu reviennes rembourser une partie de ta dette. Cela explique pourquoi je suis toujours resté au Mali.

Après ma thèse, je suis donc rentré. J'ai exercé ma profession, et me suis également intéressé à l'enseignement en donnant des cours d'architecture à l'École nationale des ingénieurs de Bamako. Le programme ne faisait aucune allusion à l'architecture traditionnelle locale, donc j'y ai introduit un volet spécifique sur l'architecture traditionnelle au Mali. Cela m'a poussé à chercher à connaître la richesse de notre architecture, et comprendre que les praticiens traditionnels du bâtiment ont vraiment des connaissances et sont en avance sur nous qui avons obtenu des diplômes. Nous devons essayer de documenter et archiver toutes ces connaissances pour qu'on puisse les utiliser encore longtemps. J'ai intégré l'ICOMOS à partir de 2012. Après la destruction des mausolées à Tombouctou, j'ai été commissionné par la Direction nationale du patrimoine culturel (DNPC) et l'UNESCO pour faire l'étude et les propositions pour la reconstruction de ces monuments qui étaient déjà inscrits au patrimoine mondial. C'est à ce moment qu'on m'a proposé de prendre la présidence d'ICOMOS Mali, le doyen Baba Cissé étant plus ou moins à la retraite. Avant cela, j'avais beaucoup travaillé sur le patrimoine culturel au Mali, notamment les dossiers liés à l'architecture, ainsi que des projets tels que des musées et des réhabilitations. J'allais quasiment tous les ans aux travaux de crépissage des mosquées de Tombouctou et Djenné.

J'ai également participé à la réalisation de films documentaires, et fait plusieurs exposés sur le patrimoine malien notamment en Europe et en Amérique. Je suis aussi un des membres fondateurs de l'Ordre des architectes du Mali, et en ai été le président en 2000.

2. Vous avez servi pendant 9 ans en tant que vice-président de l'ICOMOS. Quelles sont les principales actions que vous avez mené au cours de ce mandat ?

J'ai effectué trois mandats. J'ai d'abord passé le premier mandat en tant qu'expert invité au Board invité par le Président Gustavo Arroz, avant d'être élu vice-président en 2017.

La première chose que je me suis attelé à faire a été de participer physiquement à toutes les réunions tant que je le pouvais. Cela m'a coûté beaucoup de temps et d'argent mais je tenais à le faire pour représenter l'Afrique. Pour moi, il fallait qu'on sache qu'il y avait quelqu'un pour représenter la région. Ensuite, il fallait créer des comités nationaux pour que l'ICOMOS soit le plus présent sur le continent africain : il y a aujourd'hui plus de 15 comités nationaux en Afrique. Il fallait aussi faire connaître ICOMOS. Nous avons par exemple profité de la Journée internationale des monuments et sites, le 18 avril chaque année, pour faire des actions visibles au niveau du Mali et de quelques autres pays en Afrique.

Il fallait également faire connaître l'expertise africaine, et sur ce sujet j'ai un résultat assez mitigé. Après la création des comités nationaux, je me disais qu'il fallait prouver que les africains ont une expertise, comme tous les autres membres d'ICOMOS provenant des autres régions. Je ne suis pas satisfait car les membres africains ne sont malheureusement pas présents dans les activités où nous devons montrer que nous avons des compétences intellectuelles, et que nous pouvons être disponibles pour faire un travail qui ne sera pas forcément rémunéré immédiatement. Pour moi, quand tu travailles sur des dossiers d'inscription, tu rehausse également ton niveau d'expérience et ton expertise, et tu as la chance d'affronter d'autres experts sur le plan intellectuel. C'est à toi de convaincre de ce que tu sais, de ce que tu peux apporter comme contribution à la diversité culturelle. À ce titre, nous comptons vraiment sur vous, les professionnels émergents, pour être présents au niveau des comités nationaux, pour faire des actions qui prouveront votre expertise ainsi que celle des ressortissants de la région Afrique.

Je dois également parler du programme Africa Initiative, à travers lequel nous voulions sensibiliser les décideurs politiques de la région Afrique à la valeur du patrimoine, et leur faire comprendre que ce dernier peut être un moteur de développement. Nous ne sommes malheureusement pas parvenus à le faire. Nous avons obtenu que l'ICOMOS écrive une lettre officielle à la Présidence de la Commission de l'Union africaine, mais nous n'avons pas obtenu de résultat. L'objectif était de pouvoir les rencontrer et voir dans quelle mesure nous pouvions travailler en partenariat avec l'Union africaine. Il est vrai qu'il y a un Fonds pour le patrimoine mondial africain, mais il est justement spécifique au patrimoine mondial, et il ne s'occupe pas des autres types de patrimoine, ainsi que de leur inventaire, qui est un gros point qui manque à l'Afrique. La formation à la réalisation d'inventaires est donc extrêmement importante, et c'est également un projet que nous souhaitons mettre en place.

3. Quelle place occupe l'Afrique au sein de l'ICOMOS ?

Pour ce qui est des membres, l'Afrique est sous-représentée, mais nous sommes présents et essayons d'apporter notre voix et de montrer notre différence compte tenu des valeurs et approches que nous prônons. L'Afrique a, comme toutes les régions, un rôle important à jouer pour contribuer à la diversité culturelle d'ICOMOS. Nous devons travailler à maintenir cette diversité.

À ce sujet, il y a un problème à signaler au niveau du multilinguisme, car contrairement à ce qui est dit dans les textes d'ICOMOS, il n'y a quasiment dans la pratique que l'anglais qui est utilisé. Ce n'est pas une bonne chose car ceux qui n'utilisent pas cette langue sont plus ou moins exclus des débats et leur apport est perdu. Il faut essayer de faire en sorte que chacun puisse contribuer aux échanges pour qu'ICOMOS soit un tout, un ensemble.

4. Quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés les professionnels africains du patrimoine ?

Ce que je peux déjà dire est qu'il y a trop de cloisonnement. Même au niveau d'un seul pays, il est très difficile de voir les professionnels du patrimoine ensemble, de les voir travailler sur des projets en commun. Le patrimoine est un tout, qu'il soit matériel ou immatériel. Il est nécessaire de repenser la création de réseaux, d'espaces d'échanges entre les professionnels du patrimoine, que ce soit au niveau des pays et de l'Afrique en général. C'est ce que nous avons voulu faire avec l'UA, car nous sentons que les politiques ne sont pas tout à fait conscients de l'apport que peut avoir la culture. Par exemple au niveau de la formation, tous les pays francophones ont leurs propres curriculums, personne ne cherche à savoir ce que l'autre fait et s'il y a des possibilités de faire des contenus communs ou harmonisés, de mettre en place un système d'échanges (professeurs ou étudiants) ou d'organiser des groupes de travail communs entre universités africaines. Cela ne devrait pas être compliqué à réaliser aujourd'hui avec la technologie.

Il est important également que nous ne nous cantonnions pas à la formation classique. Par exemple, lorsque nous parlons de l'architecture en terre, il est essentiel que le maçon de Djenné ou de Tombouctou soit impliqué. Il faut que nous nous saisissions de ce problème et nous assurions que ceux qui ont des connaissances puissent les partager avant de disparaître. Nous devons récolter ces connaissances, les archiver, pour voir comment les dispenser. Nous devons également sortir des théories pour être plus pragmatiques. J'avais par exemple proposé que chaque année, nous puissions remettre un prix pour récompenser le meilleur artisan travaillant dans le domaine de la construction. Il faut également voir comment les artisans traditionnels pourraient être intégrés dans les circuits de l'enseignement et de la formation professionnelle, notamment à travers des cours pratiques. Il faut que nous puissions valoriser ces travailleurs.

5. Votre message pour les professionnels émergents africains ?

Je pense que les professionnels émergents sont très efficaces et font du bon travail, mais il faut que chacun puisse travailler avec son comité national. Nous avons besoin de vous, de vos idées, de votre énergie, de vos compétences (notamment en termes de numérique et de nouvelles technologies) pour avancer. Il faut également que vous soyez pratiques, et que vous ne restiez pas loin du terrain : tout ne peut pas s'apprendre en ligne. Il ne faut pas hésiter à être en contact avec les communautés, en particulier les jeunes, car il est toujours bon de savoir quel regard elles portent sur le patrimoine.



LE SAVIEZ-VOUS ? SEYNI AWA CAMARA

Alyssa K. Barry



Seyni Awa Camara et ses oeuvres © Baronian. 2021

Née vers 1945 en Casamance, dans le sud du Sénégal, Seyni Awa Camara (ou Séni Camara) est une potière et sculptrice vivante et travaillant à Bignona, en Casamance. C'est à l'âge de 12 ans, auprès de sa mère, qu'elle est initiée à la pratique traditionnelle de la poterie. C'est en 1989, lors de l'exposition 'Les magiciens de la terre' au Centre Pompidou à Paris, que l'artiste se fait connaître à l'international. Ses statues se distinguent notamment par des personnages sur lesquels gravitent une multitude d'enfants ou autres figures, et explorent les thèmes de la pauvreté, de la guerre, de la réconciliation, de la fertilité et de l'entraide, qui toutes marquent le quotidien de Seyni. Une grande place est laissée au mysticisme dans son travail, que ce soit à travers les libations et sacrifices qu'elle effectue avant de commencer une œuvre, l'inspiration dont découlent ses œuvres ou le génie qui habite ces dernières.

JE PARTICIPE AU PROGRAMME DE MENTORAT DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Lalaina Rakotoarivony



À la suite de mon inscription sur la base de données des professionnels africains du patrimoine au sein de l'Unité Afrique du Centre du patrimoine mondial, mon expertise dans le domaine du patrimoine a amené cette dernière à considérer mon profil pour être mentorée au sein du programme de mentorat pour les professionnels africains du patrimoine mondial de l'UNESCO. L'appel à candidatures a vivement suscité mon intérêt, je me suis portée candidate, et j'ai été retenue.

Il nous convient tout d'abord de préciser que ce programme de mentorat s'étend sur 12 mois, et est mis en œuvre en collaboration avec le Fonds pour le Patrimoine Mondial Africain (FPMA) ainsi que les trois organisations consultatives (ICOMOS, ICCROM et UICN) afin de créer des opportunités pour que les praticiens du patrimoine africain deviennent des experts.

Les raisons pour lesquelles j'ai soumis ma candidature résident à l'intérêt majeur que je porte au patrimoine mondial et à mon souhait de pouvoir m'impliquer davantage dans la mise en œuvre des activités de la Convention du patrimoine mondial en Afrique, un des objectifs globaux du programme. En effet, depuis ma participation à l'atelier régional au Sénégal portant sur le « patrimoine mondial et institutions d'enseignement supérieur en Afrique » en 2018, mon engagement en faveur du patrimoine mondial se poursuit, au point d'être membre active de deux associations culturelles à vocation patrimoniale nationale et internationale à savoir : la FI.MPI.MA et PatriMundus.

Convaincue également du rôle du patrimoine en tant que catalyseur du développement durable, ce programme de mentorat me permettra de renforcer mes capacités dans ce domaine afin de mener à bien toutes actions y afférentes. Sans compter que, consciente du rôle et des responsabilités des jeunes dans la promotion du patrimoine, j'aspire vraiment à tirer profit dudit programme pour pouvoir échanger avec les experts renommés et établir des relations de collaboration avec eux.

INITIATIVES DE JEUNES: CULTURVATEURS

Maeva Dolores Pimo

“**Culturvateurs**” est une initiative qui vise à informer, éduquer et valoriser le patrimoine africain, mais également à mettre en avant et faire connaître ces jeunes qui ont décidé de se mettre au service du patrimoine africain.

La page web “Culturvateurs” a été créée en novembre 2022 suite à des faits que nous avons constatés. En effet, nous nous sommes rendu compte que nous n’avons pas tous les mêmes niveaux d’informations par rapport à ce qui se fait et se dit autour du patrimoine africain, surtout les opportunités qu’offre le patrimoine aujourd’hui. Ensuite, l’Afrique regorge d’énormes potentialités touristiques, culturelles et naturelles dont on parle très peu, pourtant elles méritent d’être également mises en valeur. Aussi, il y a un engouement de plus en plus croissant des jeunes africains à l’endroit du patrimoine mondial africain en général et celui de leurs pays respectifs en particulier. Ces jeunes sont des initiateurs de projets, des chercheurs, des défenseurs, des activistes du patrimoine qui méritent également d’être mis en avant.

Afin d’atteindre le plus grand nombre et prioritairement notre cible qui est la génération Z, nous avons choisi les plateformes Facebook et LinkedIn comme canal de diffusion.

Pour mieux structurer ce projet, nous avons représenté l’objectif que nous lui avons fixé dans les 04 rubriques suivantes :

1. **Patri-actu** qui présente toute l’actualité autour du patrimoine africain, que ce soit le patrimoine culturel, naturel, subaquatique, matériel, immatériel, etc. Nous y partageons également les opportunités, les agendas, etc. Le but de cette rubrique est donc d’informer.
2. **Patri-mots** est la rubrique consacrée à la définition des concepts liés au patrimoine.
3. **Patri-retro** comme son nom l’indique nous permet de faire un tour dans le passé, en nous rappelant les événements importants qui ont permis une certaine avancée de l’image qu’on se faisait du patrimoine africain en particulier et à favoriser un plus grand impact de la culture africaine en général.
4. **Patri-découverte** se consacre à la mise en valeur des sites du patrimoine mondial africain, mais également d’autres sites et attraits touristiques inédits que l’on retrouve dans notre continent et qui méritent d’être connus de tous.

Cette initiative n’est actuellement qu’à sa phase embryonnaire. Nous espérons qu’elle sera très bientôt, un œuf prêt à éclore, un projet qui réunira d’autres jeunes africains, au grand bonheur des passionnés du patrimoine africain.

Pour nous suivre:

- https://www.facebook.com/Culturvateurs/?paipv=0&eav=AfYZmP9lOZ3yCvhufyHaaCV0RXZD0Gwktbbe8ZH3tDDQ3xPJBH0wjE4Q2qzIAx6D8sg&_rdr
- <https://www.linkedin.com/company/culturvateurs/>

AGENDA

Conférence triennale 2024 de l'Association des musées du Commonwealth (CAM)

La conférence triennale 2024 de l'Association des musées du Commonwealth (CAM) se tiendra à Aotearoa Nouvelle-Zélande, sous le thème : "**La vue d'ici : Durabilité, communauté et systèmes de connaissance**". La CAM invite la communauté muséale à Tāmaki Makaurau Auckland pour explorer le rôle des musées dans un monde en pleine mutation démographique et environnementale, et à partager et discuter leurs perspectives uniques sur des expériences communes. Date limite de soumission: 30 Septembre 2023.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



COMMONWEALTH
ASSOCIATION OF MUSEUMS

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

- **Candidatez pour le 21e cours international sur les technologies de conservation du bois - ICWCT 2024.** Pour plus d'informations sur la procédure, [cliquez ici](#). Date limite: 30 Septembre 2023.
- **Le Conseil International des Archives (ICA) recherche des volontaires pour la traductions de ses documents.** Si vous êtes intéressés, [candidater depuis ici](#).
- **L'UNESCO recherche son Chef de la Section de Gestion des Documents.** Toutes les informations sur l'appel à candidature sont disponibles sur le [site internet de l'institution](#). Date limite de candidature: 21 Octobre 2023.

OURS

Coordination & Edition: Jean-Paul C. Lawson & Affoh Guenneguez.

Relecture & Traduction: Alyssa K. Barry, Avenir G. Meikengang, Florentine Okoni.

Ont contribué à ce numéro: Alyssa K. Barry, Alice Biada, Alpha Diop, Jean-Paul C. Lawson, Avenir G. Meikengang, Maeva D. Pimo, Lalaina Rakotoarivony.

Photos libres de droit : IWARIA, PEXELS, WIKIMEDIA, PIXABAY, FLICKR.



SUIVEZ-NOUS SUR



EPWGAFRICA



ICOMOS EPWG AFRICA REGION



ICOMOSEPWGAFR



ICOMOS EPWG AFRICA



ICOMOSEPWGAFR



EPWGICOMOSAFRICA